


 Quinzième session
Point 21 de l'ordre du jour

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Liste des organisations intergouvernementales dans les
domaines économique et social

Edition de 1953

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	4
LISTE DES ORGANISATIONS	
I. AGRICULTURE, ALIMENTATION, PECHERIES ET SYLVICULTURE	
1) Commission internationale des industries agricoles	6
2) Office international des épizooties	7
3) Association internationale d'essais de semences	8
4) Commission internationale de sériciculture	9
5) Organisation européenne pour la protection des végétaux	10
6) Institut interaméricain de sciences agricoles	11
7) Offices agricoles du Commonwealth	12
8) Institut international du froid	13
9) Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama	14
10) Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux	15
11) Conseil international pour l'exploration de la mer	16
12) Commission internationale baleinière	17
13) Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique	18
14) Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée	19

	<u>Pages</u>
II. ARTS, SCIENCES ET EDUCATION	
15) Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques	20
16) Bureau central de la carte du monde au millionième ...	21
17) Institut panaméricain de géographie et d'histoire	22
18) Bureau international des poids et mesures	24
19) Bureau international de l'éducation	25
III. SANTE, HYGIENE ET MEDECINE	
20) Organisation sanitaire panaméricaine	26
21) Comité international de médecine et de pharmacie militaires	27
IV. DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION SOCIALE	
22) Office central international pour le contrôle du commerce des spiritueux en Afrique	29
23) Institut international pour l'unification du droit privé	30
24) Commission internationale pénale et pénitentiaire	31
25) Union internationale de secours	32
26) Institut interaméricain d'études indigènes	33
27) Institut international américain pour la protection de l'enfance	35
28) Commission interaméricaine des femmes	37
V. COMMUNICATIONS ET TRANSPORTS	
29) Office central des transports internationaux par chemins de fer	39
30) Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer	41
31) Bureau hydrographique international	42
32) Commission centrale pour la navigation du Rhin	43
33) Commission du Danube	44
34) Commission internationale du phare du Cap Spartel	44
35) Office interaméricain de la radio	45
VI. FINANCE, COMMERCE ET PRODUITS DE BASE	
36) Banque des règlements internationaux	46
37) Bureau international des expositions	47
38) Union internationale pour la protection de la propriété industrielle	48
39) Union internationale pour la publication des tarifs douaniers	50

	<u>Pages</u>
40) Comité consultatif international du coton	52
41) Groupe d'études international du caoutchouc	54
42) Conseil international du sucre	55
43) Groupe d'études international de l'étain	56
44) Conseil international du blé	57
45) Groupe d'études international de la laine	58
46) Office international du vin	59
 VII. AUTRES ORGANISATIONS	
47) Commission des Caraïbes	60
48) Commission du Pacifique Sud	61
49) Conseil de coopération technique en Asie du Sud et du Sud-Est	62
 ANNEXE A - Liste des organisations figurant précédemment sur la liste et supprimées conformément aux décisions du Conseil	
	1
 ANNEXE B - Index alphabétique	
	1

INTRODUCTION

La liste des organisations intergouvernementales a pour origine la résolution 128 B (VI) du Conseil, en date du 10 mars 1948, aux termes de laquelle le Secrétaire général était invité à préparer pour le Conseil, après s'être concerté avec les institutions spécialisées, un rapport sur "les organisations intergouvernementales qui ont des attributions semblables à celles de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes". Au cours de sa neuvième session, le Conseil a décidé, par sa résolution 262 Q (IX) de faire de la liste des organisations intergouvernementales un document de base qui serait révisé à intervalles réguliers et soumis à l'examen du Conseil. La dernière édition de cette liste a été présentée au Conseil à sa treizième session (E/19

Le Conseil a indiqué primitivement dans sa résolution 171 (VII), en date 29 août 1948, quels devaient être les buts de son examen de cette liste. Dans cette résolution, le Conseil estimait qu'il était souhaitable de procéder à ce examen pour éviter un éventuel double emploi ou une éventuelle dispersion des efforts des organisations intergouvernementales, d'une part, et de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, d'autre part. Afin de simplifier et de rendre plus rationnel le système des organisations intergouvernementales, le Conseil a entrepris d'examiner de temps à autre

a) les relations qui pourraient être établies entre l'une quelconque des organisations figurant sur cette liste, d'une part, et l'Organisation des Nations Unies ou ses institutions spécialisées, d'autre part; et b) la liquidation éventuelle de ces organisations ou leur absorption ou fusion éventuelles avec l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées. Pour chaque organisation figurant sur la présente liste, une note indique les mesures prises par le Conseil à la suite de ses précédents examens de la liste. En outre, une annexe fournit les noms de 27 organisations intergouvernementales qui ont figuré précédemment sur la liste mais qui en ont été radiées, conformément à une décision du Conseil qui a jugé inutile de continuer à les passer revue.

La présente liste comprend 49 organisations, notamment l'Institut international pour l'unification du droit privé, dont le Conseil a approuvé l'inscription au cours de sa treizième session. Comme on l'avait déjà fait dans la précédente liste, on a inscrit à titre provisoire la Commission du Danu sous réserve de l'approbation du Conseil. La Commission internationale de la lutte contre le doryphore a été supprimée et on lui a substitué l'Organisation européenne pour la protection des végétaux; cette dernière organisation a en effet remplacé ladite Commission lorsque la Convention pour la protection des végétaux est entrée en vigueur. Etant donné que les Organisations suivantes ont cessé d'exister et que leurs fonctions ont été reprises par l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général propose de les supprimer de la liste à l'avenir :

Commission internationale pénale et pénitentiaire.

Bureau central de la carte du monde au millionième

1) COMMISSION INTERNATIONALE DES INDUSTRIES AGRICOLES

Adresse : 18 Avenue de Villars, Paris 7ème, France.

Pays membres : Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Honduras britannique, Hongrie, Indonésie, Italie, Japon, Laos, Libéria, Luxembourg, Maroc, Ile Maurice, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Salvador, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Uruguay, Vietnam, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par un Statut adopté à Paris le 30 mars 1934 et révisé le 11 juin 1936.

Fonctions et buts généraux : Organiser des congrès internationaux pour étudier les problèmes actuels ayant trait aux industries agricoles; assurer le fonctionnement d'un centre de documentation où des renseignements et des exemplaires de publications sur l'agriculture sont mis à la disposition du public grâce à un service de microfilms.

Structure : Se compose d'une Assemblée générale, d'un Conseil et d'un Bureau. L'Assemblée générale se réunit une fois par an, le Conseil deux fois par an et le Bureau, organe exécutif de la Commission, lorsqu'il est nécessaire et sur convocation du Président de la Commission.

Ressources financières : Budget de 1952 : 42.821.795 francs français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Relations de travail avec la FAO.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

2) OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES

Adresse : 12 Rue de Prony, Paris 17ème, France.

Pays membres : Afrique Equatoriale Française, Afrique Occidentale Française, Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Congo belge, Côte Française des Somalis, Danemark, Egypte, Irlande, Empire colonial portugais, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Indochine, Irak, Israël, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Madagascar, Maroc, Mexique, Mozambique, Norvège, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par un accord international à Paris le 25 janvier 1924.

Fonctions et buts généraux : Recueillir et signaler à l'attention des gouvernements les faits relatifs aux maladies épizootiques et les moyens de lutter contre elles; stimuler et coordonner les recherches d'ordre expérimental et autres relatives à la lutte contre les maladies contagieuses; préparer et encourager la conclusion d'accords internationaux concernant les règlements de contrôle, et venir en aide aux gouvernements pour la mise en vigueur desdits règlements.

Structure : L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui se réunit périodiquement au moins une fois par an. Le Comité désigne le directeur de l'Office.

Ressources financières : Le budget annuel est d'environ 28 millions de francs français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Au cours de sa sixième session, la Conférence de la FAO a créé un comité composé de dix nations, de représentants de l'Office international des épizooties et du Directeur général de la FAO, en vue de soumettre à la prochaine session de la Conférence des mesures permettant d'établir des relations entre la FAO et l'Office international des épizooties selon le même mécanisme que dans le cas de la Commission internationale du riz (commission intergouvernementale fonctionnant dans le cadre de la FAO). Le Comité s'est réuni en novembre 1952 et a préparé un projet d'accord entre la FAO et l'Office international des épizooties, qui sera présenté à la VIIème Conférence de la FAO en novembre 1953 et à la XXIème session de l'Office international.

Mesure prise par le Conseil : Conformément à la résolution 262 F (IX) du Conseil, la FAO a fait rapport au Conseil sur les progrès de ses négociations avec l'Office international des épizooties. Par ses résolutions 333 D (XI) et 412 (XIII), le Conseil a recommandé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Office international des épizooties ou de la FAO, d'examiner à nouveau la possibilité de l'établissement d'un système international, unique et efficace, pour le rassemblement et la diffusion des renseignements ainsi que pour la coordination des activités visant la lutte contre les maladies des animaux, et il a exprimé l'espoir que le prochain rapport de la FAO au Conseil enregistrerait des résultats précis à cet égard. Il a été fait mention de cette question dans le rapport annuel de la FAO à l'Organisation des Nations Unies, présenté le 7 avril 1952 (E/2151).

3) ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS DE SEMENCES

Adresse : Association internationale d'essais de semences, Thorvaldesenvej 57, Copenhague V, Danemark.

Membres : Les stations officielles d'essais de semences situées dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palestine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé en 1921 sous le nom d'"Association européenne d'essais de semences" par accord officieux entre 16 Etats européens, l'Organisation a pris son titre actuel en 1924 lorsqu'elle s'est ouverte aux Etats non européens. Sa constitution a été révisée en 1950.

Fonctions et buts généraux : L'Association a pour but de faire progresser l'étude de toutes les questions relatives aux essais de semences et à la normalisation des méthodes appliquées et de la terminologie employée.

Structure : Un Congrès se tient à peu près tous les trois ans. L'Assemblée, qui se réunit à intervalles réguliers, est l'organe qui prend les décisions de politique générale. Un Comité exécutif fonctionne en dehors des sessions du Congrès et de l'Assemblée. Les principaux membres du bureau sont le Président, le Vice-Président et le Secrétaire-Trésorier. Il y a douze comités d'experts.

Ressources financières : Les ressources de l'Association sont constituées par les cotisations annuelles des gouvernements, dont le montant dépend du nombre de stations officielles d'essais de semences existant dans le pays intéressé et varie de 10 à 50 livres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Des négociations sont en cours entre l'Association et la FAO en vue d'établir une collaboration pour toutes les questions ayant trait à la technologie des semences, prise dans son acception la plus large.

Mesure prise par le Conseil : Conformément à la résolution 333 (XI) du Conseil la FAO a fait rapport à la 13^{ème} session du Conseil sur la marche de ses négociations avec l'Association internationale d'essais de semence (E/2008/Add.1). Le Conseil a demandé à la FAO de lui présenter un nouveau rapport.

4) COMMISSION INTERNATIONALE DE SERICICULTURE

Adresse : Station de recherches séricicoles, 28 Quai Boissier-de-Sauvage, Alès, (Gard), France.

Etats membres : Belgique, Espagne, France, Grèce, Iran, Liban, Turquie.

Statut juridique : Créé par le 7^{ème} Congrès international de sériciculture tenu en juin 1948 à Alès, France.

Fonctions et buts généraux : 1) Mettre en oeuvre les résolutions du Congrès dans trois domaines : scientifique, technique et économique; 2) prendre les dispositions nécessaires pour la création, en liaison avec les organisations internationales existantes (notamment le Bureau international de la soie créé par le Congrès international de la soie en 1948), d'une Fédération internationale de la sériciculture; 3) prendre les dispositions nécessaires en vue du 8^{ème} Congrès international de la sériciculture.

Structure : Dirigée par un Conseil exécutif qui se réunit une fois par an. Le fonctionnaire principal est le Secrétaire général.

Ressources financières : Financée par les Etats membres à raison de 5.000 francs français par million d'habitants; à ces sommes viennent s'ajouter des contributions calculées en fonction de la production de cocons. Le budget de 1952 s'est élevé à 1.200.000 francs français environ.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La résolution qui a créé la Commission prévoit la liaison avec la FAO et l'UNESCO.

Note : Le Conseil n'a présenté aucune observation au sujet de cette organisation.

5) ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX

Adresse : 14, Rue du Cardinal Mercier, Paris, France.

Membres : Algérie, Allemagne (République fédérale), Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni (ainsi que Guernesey et Jersey), Suisse, Yougoslavie.

Statut juridique : Cette organisation intergouvernementale a un statut officiel et a été créée par une convention signée à Paris le 18 avril 1951. A la Conférence internationale sur les règlements sanitaires relatifs aux végétaux, réunie conjointement par la FAO et le Gouvernement des Pays-Bas à La Haye en avril-mai 1950, on avait commencé à étudier ce projet de convention. La création de cette Organisation résulte du remaniement de la Commission internationale de la lutte contre le doryphore, que l'on a jugée la plus apte, parmi les organismes internationaux fonctionnant en Europe, à assumer la fonction générale de la coordination des activités dans le domaine de la protection des végétaux.

Fonctions et buts généraux : Régler les problèmes d'intérêt régional qui se posent en ce qui concerne la protection des végétaux.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget annuel est de 15.000 livres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La FAO et l'Organisation travaillent en étroite collaboration pour tous les problèmes d'intérêt européen qui se posent en ce qui concerne la protection des végétaux. Cette collaboration est prévue dans la Convention internationale pour la protection des végétaux que la Conférence de la FAO a approuvée lors de sa sixième session en décembre 1951. En particulier, une étroite collaboration entre ces deux organisations a été mise sur pied en ce qui concerne la diffusion des renseignements relatifs à l'incidence et à la propagation des insectes nuisibles aux végétaux et des maladies des végétaux qui présentent une importance du point de vue économique, ainsi qu'à la lutte contre ces insectes et ces maladies.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a noté les mesures prises en vue de créer une Organisation européenne pour la protection des végétaux qui remplacerait la Commission internationale de la lutte contre le doryphore.

6) INSTITUT INTERAMERICAIN DE SCIENCES AGRICOLES

Adresse : Pan-American Union Building, Constitution Avenue between 18th and 19th streets, N.W., Washington 6, D.C., Etats-Unis d'Amérique.

Etats membres : Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République Dominicaine, Salvador, Venezuela.

Statut juridique : Créé par la Convention sur l'Institut interaméricain de sciences agricoles, conclue conformément à une résolution du huitième Congrès scientifique américain, tenu en 1940 à Washington. Cette Convention est entrée en vigueur le 30 novembre 1944. L'Institut est un organisme spécialisé reconnu par l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : Encourager et favoriser le progrès des sciences agricoles dans les Républiques américaines par des travaux de recherches, d'éducation et de vulgarisation dans la théorie et la pratique de l'agriculture et des autres arts et sciences connexes.

Structure : Le Conseil exécutif est l'organe de contrôle de l'Institut; il élit le Directeur et approuve la nomination du Secrétaire, qui sont responsables de la direction des travaux de l'Institut. Il existe également un Conseil consultatif technique et un Comité d'administration.

Ressources financières : Cotisations des Etats membres fixée proportionnellement à la population des Etats; subventions spéciales d'organisations privées et de particuliers. L'ensemble des recettes pour l'exercice financier 1952-1953 est évalué à 554.191 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut a conclu un accord avec la FAO en vue d'établir une coopération plus étroite entre les deux organisations et de coordonner plus efficacement leurs efforts. L'Institut est en relations de travail officielles avec l'UNESCO.

Mesure prise par le Conseil : A sa dixième session, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général (E/1574/Annexe II) selon lequel le Conseil de l'OEA a décidé d'inscrire l'Institut interaméricain de sciences agricoles dans son "Registre des organismes interaméricains spécialisés".

7) OFFICES AGRICOLES DU COMMONWEALTH

Adresse : Farnham House, Farnham Royal, Bucks, Royaume-Uni.

Etats membres : Australie, Canada, Ceylan, Inde, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Rhodésie du Sud, Royaume-Uni, Territoires coloniaux (représentés par le Colonial Office), Union Sud-Africaine.

Etats ou territoires associés : République d'Irlande, Soudan anglo-égyptien.

Statut juridique : Créés, par une conférence tenue à Londres, sous le nom d'"Offices agricoles impériaux". Le 1er janvier 1948, l'organisation a pris le nom d'"Office agricole du Commonwealth".

Fonctions et buts généraux : Servir de centre pour l'échange de renseignements utiles aux personnes qui effectuent des recherches dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture.

Structure : Se composent de 13 offices et instituts techniques, sous le contrôle général du Conseil exécutif qui se réunit neuf ou dix fois par an. Cette organisation fait l'objet d'un examen lors des conférences du Commonwealth qui ont lieu tous les cinq ans.

Ressources financières : Contributions des Etats ou territoires membres et bénéfices provenant de la vente des publications. Budget annuel pour la période de cinq ans venant à expiration en 1952 : 150.000 livres sterling. Budget annuel de 1952 à 1957 : 237.000 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un échange de lettres officielles a eu lieu avec la FAO au sujet de la représentation réciproque lors de conférences et de réunions techniques. Les Offices et la FAO procèdent à des échanges de publications. Des membres du personnel scientifique des Offices ont été détachés en mission spéciale auprès de la FAO et ont fait partie de missions techniques de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte, avec satisfaction, de l'établissement de relations avec la FAO.

8) INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID

Adresse : 177 Boulevard Malesherbes, Paris, France.

Pays membres : Afrique Occidentale Française, Afrique Orientale Italienne, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Indochine, Indonésie, Italie, Japon, Libye, Luxembourg, Madagascar, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union Sud-Africaine, Uruguay.

Statut juridique : Créé par la Convention internationale du 21 juin 1920, modifiée le 31 mai 1937, à Paris.

Fonctions et buts généraux : Favoriser le progrès de l'industrie du froid et ses applications par l'organisation de commissions techniques spécialisées réunissant des techniciens du froid des divers pays membres, la convocation tous les quatre ans d'un Congrès international du froid et la publication d'un bulletin périodique.

Structure : Se compose d'une conférence générale, d'un comité exécutif, d'un comité d'administration et d'un bureau technique. La conférence générale se tient tous les quatre ans et le comité exécutif se réunit une fois par an. Le comité exécutif et le comité d'administration sont composés de représentants officiels des pays membres. Dans l'intervalle des sessions du comité exécutif, le comité d'administration s'occupe des questions financières. Le bureau technique, élu par la conférence générale, prépare les travaux techniques de l'Institut.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget annuel est d'environ 12 millions de francs.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Voir "Mesure prise par le Conseil".

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 E (IX), le Conseil a recommandé l'établissement de relations de travail avec la FAO. A sa treizième session, le Conseil a pris acte du rapport soumis par le représentant de la FAO (E/AC.24/SR.73) et selon lequel, bien que les relations de travail entre l'Institut international du froid et la FAO ne soient pas étroites, les divisions de la FAO qui s'occupent de la conservation des denrées alimentaires suivent les travaux de l'Institut et des représentants de la FAO assistent aux séances des organes de l'Institut.

9) INSTITUT DE LA NUTRITION DE L'AMERIQUE CENTRALE ET DU PANAMA

Adresse : Jardin botanico, Guatemala, Guatemala, C.A.

Etats membres : Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Salvador.

Statut juridique : Créé par un accord intergouvernemental élaboré en février 1946 et modifié en décembre 1949. A été officiellement inauguré le 16 septembre 1949.

Fonctions et buts généraux : Entreprendre, diriger et promouvoir les recherches et l'éducation dans le domaine de la nutrition en Amérique centrale.

Structure : L'organe exécutif de l'Institut est le conseil de direction, composé des directeurs de la santé publique des pays membres. Le conseil de direction se réunit chaque année, après le comité technique consultatif, composé d'experts. L'Institut est placé sous la direction générale de l'Organisation sanitaire panaméricaine (OSPA) et le chef de la section de la nutrition de l'OSPA est le directeur scientifique de l'Institut.

Ressources financières : Cotisations : chaque Etat membre verse 12.500 dollars. L'Institut reçoit également des subventions de l'OSPA, de l'OMS, de la FAO et de diverses organisations non gouvernementales. Le budget total de l'Institut pour 1952 est de 120.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut est représenté par l'Organisation sanitaire panaméricaine (organisme régional de l'OMS). Il entretient des relations de travail avec la FAO et le Bureau régional du FISE pour l'Amérique centrale.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général (E/2022) selon lequel le caractère régional limité de l'Institut ne lui permet pas, de l'avis de l'OMS, d'être classé parmi les organismes interaméricains spécialisés.

10) BUREAU INTERNATIONAL PERMANENT DE CHIMIE ANALYTIQUE POUR LES MATIERES
DESTINEES A L'ALIMENTATION DE L'HOMME ET DES ANIMAUX

Adresse : 18 avenue de Villars, Paris 7ème, France.

Etats membres : Argentine, France, Grèce, Hongrie, Mexique, Portugal, Uruguay.

Statut juridique : Créé par une convention signée à Paris le 16 octobre 1912.

Fonctions et buts généraux :

1) Vérifier toutes les méthodes de chimie analytique et, de façon générale, tous les procédés scientifiques ayant pour but de déterminer la nature et la quantité des éléments contenus dans les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux ;

2) Comparer entre eux les procédés et les méthodes d'analyse employés dans les divers pays pour déterminer les concordances éventuelles entre ces divers procédés et méthodes, afin de lutter contre les falsifications et de faciliter les échanges internationaux ;

3) Mettre à la disposition des pays contractants les moyens de procéder à l'étude sur place des procédés et méthodes d'analyse préconisés par le Bureau international de chimie analytique.

Structure : Se compose d'un Comité composé de délégués de sept Etats contractants. Le Président, le Directeur général et le Directeur général adjoint sont les principaux membres du bureau du Comité.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Budget annuel : 9.542.000 francs français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Entretient avec la FAO des relations officielles.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

11) CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER

Adresse : Boîte postale 20, Charlottenlund Slot, Charlottenlund, Danemark.

Etats membres : République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, République d'Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

Statut juridique : Créé le 22 juillet 1902 par un accord intergouvernemental.

Fonctions et buts généraux : Etudes de science appliquée sur les poissons comestibles, le plancton et l'eau de mer, en vue d'établir la base de conventions internationales destinées à assurer un meilleur rendement de la pêche.

Structure : L'organe directeur se compose d'un bureau qui se réunit deux fois par an. Les séances plénières, ainsi que les réunions de comité, se tiennent une fois par an. Le bureau du Conseil comprend le Président, le premier Vice-Président, trois Vice-Présidents et le Secrétaire général.

Ressources financières : Contributions des Etats membres ; le budget de 1952-1953 s'élève à 253.300 couronnes danoises.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Est en étroites relations de travail avec la FAO en ce qui concerne l'échange de renseignements, le rassemblement et la normalisation des statistiques relatives aux pêcheries; le Conseil envoie des représentants aux réunions de la FAO sur la base de la réciprocité.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

12) COMMISSION INTERNATIONALE BALEINIÈRE

Adresse : Fisheries Department, 3, Whitehall Place, Londres, S.W.1., Royaume-Uni.

Etats membres : Australie, Brésil, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Islande, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine.

Statut juridique : Créée en vertu des dispositions de la Convention internationale pour la chasse à la baleine conclue à Washington, le 2 décembre 1946. La Convention est entrée en vigueur en novembre 1948 et la Commission s'est réunie pour la première fois à Londres de mai à juin 1949.

Fonctions et buts généraux : Encourager, recommander ou organiser des études et des enquêtes relatives aux baleines et à la chasse à la baleine; rassembler et analyser les renseignements statistiques relatifs à la situation actuelle et à l'évolution des espèces baleinières et aux incidences de la chasse à la baleine sur ces espèces; étudier, analyser et diffuser des renseignements sur les méthodes permettant de maintenir et d'augmenter les troupeaux de baleines. La Commission est habilitée à amender le Règlement de la Convention de 1946, qui régit la chasse à la baleine.

Structure : La Commission comprend trois comités : un comité scientifique, un comité technique et un comité financier et administratif. A la tête de son secrétariat se trouve le secrétaire général.

Ressources financières : Chacun des dix-sept Etats membres de la Commission contribue au budget de l'exercice 1952-1953 pour 150 livres sterling. Actuellement, la Commission est logée par le Ministère de l'agriculture et des pêcheries du Royaume-Uni, qui lui fournit également le personnel de bureau et les dactylographes; la Commission rembourse au Ministère ses frais de logement et de personnel.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : A sa deuxième session, tenue à Oslo en 1950, la Commission a décidé, bien que n'étant pas rattachée à une institution spécialisée des Nations Unies ainsi que la Convention de 1946 en prévoyait la possibilité, de maintenir une collaboration très étroite avec des organisations tels que la FAO, qui a été invitée à assister aux réunions de la Commission.

Mesure prise par le Conseil : Ajoutée à la liste des organisations intergouvernementales le 10 août 1949 (résolution 262 Q (IX) du Conseil).

13) CONSEIL DES PECHERIES DE L'OCEAN INDIEN ET DE L'OCEAN PACIFIQUE

Adresse : c/o Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Phra Atit Road, Bangkok, Thaïlande.

Etats membres : Australie, Birmanie, Cambodge, Ceylan, République de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Thaïlande, Vietnam.

Statut juridique : Créé par un accord élaboré lors de la Conférence des pêcheries de la FAO, tenue à Baguio, le 26 février 1948, et officiellement constitué le 9 novembre 1948.

Fonctions et buts généraux : Promouvoir l'intérêt réciproque pour la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources en espèces aquatiques des régions de l'océan Indien et du Pacifique.

Structure : Le Conseil, qui se compose de représentants des Etats membres, se réunit en moyenne une fois par an. Il a un comité exécutif, qui se réunit selon les besoins, et deux comités techniques, qui se réunissent pendant les sessions du Conseil et dont les sous-comités, entre les sessions, traitent des questions techniques par correspondance.

Ressources financières : Financé par la FAO; budget annuel pour 1953 : 5.750 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Créé sous l'égide de la FAO. La FAO fournit le secrétariat du Conseil et en assume les frais.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a décidé d'ajouter le Conseil des pêcheries à la liste des organisations intergouvernementales.

14) COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'EXPLORATION SCIENTIFIQUE DE LA
MER MEDITERRANEE

Adresse : Office scientifique et technique des pêches maritimes, 59 avenue
Raymond Poincaré, Paris 16^{ème}, France.

Etats membres : Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Maroc espagnol,
Monaco, Palestine, Roumanie, Syrie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par un acte constitutif et un règlement intérieur
élaborés à Madrid, en novembre 1919, et révisés lors de la réunion de la
Commission tenue en 1929 à Malaga, Espagne.

Fonctions et buts généraux : Exploration scientifique de la Méditerranée.

Hydrographie, hydrologie, biologie maritime. D'une manière générale, toutes
questions appartenant à l'océanographie physique et biologique. Exploitation
des ressources marines. Pêcheries, industries connexes de la pêche.

Structure : La Commission se réunit une fois tous les deux ans. Le Bureau
central, qui est l'organe exécutif, se réunit une fois par an entre les sessions
de la Commission. Le Président et le secrétaire général sont les principaux
membres du bureau de la Commission.

Ressources financières : Chaque Etat membre doit verser annuellement 5.000 francs
français.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Commission
a établi des relations de travail avec la FAO.

Mesure prise par le Conseil : Au cours de sa dixième session, le Conseil,
après avoir étudié un rapport du Secrétaire général sur cette Commission
(E/1574/Annexe I), a adopté la résolution 286 (X) recommandant aux Membres des
Nations Unies qui sont également membres de la Commission de prendre des mesures
pour liquider cette organisation. A sa onzième session, le Conseil, par sa
résolution 353 F (XI), a prié la FAO de faire rapport à la treizième session du
Conseil sur les progrès accomplis dans ses négociations avec la Commission.

La FAO a soumis ce rapport à la treizième session du Conseil (E/2008/Add.1,
page 52); le Conseil a prié la FAO de lui présenter un nouveau rapport sur la
question.

15) UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES DROITS DES AUTEURS SUR LEURS
OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Adresse : Helvetiastrasse 7, Berne, Suisse.

Pays membres : Allemagne, Australie (Papua, Ile de Norfolk, Nouvelle-Guinée et Nauru), Autriche, Belgique (Congo belge et Ruanda Urundi), Brésil, Bulgarie, Canada, Danemark (et Iles Féroé), Espagne (et ses colonies), Finlande, France (Algérie et colonies), Grèce, Hongrie, Inde, République d'Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Maroc (zone française), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande et Territoire sous tutelle du Samoa Occidental, Pakistan, Pays-Bas (Nouvelle-Guinée, Surinam et Antilles néerlandaises), Philippines, Pologne, Portugal (et ses colonies), Roumanie, Royaume-Uni (colonies, Territoires sous tutelle et protectorats), Saint-Siège, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine (Sud-Ouest Africain sous mandat de l'Union Sud-Africaine), Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par la Convention de Berne, signée le 9 septembre 1886. La Convention a été révisée à Paris le 4 mai 1896, à Berlin en 1908, à Rome en 1928 et à Bruxelles en 1948.

Fonctions et buts généraux : Assurer aux auteurs la protection à l'étranger de leurs œuvres littéraires et artistiques; rassembler, coordonner et publier des renseignements de toute sorte relatifs à la protection des droits des auteurs.

Structure : L'union est administrée par un Bureau, assisté d'un comité permanent de 12 membres. Le Bureau est placé sous l'autorité du Gouvernement suisse.

Ressources financières : Les dépenses sont réparties entre les Etats contractants. Aux termes de la Convention, le budget annuel de l'Union ne doit pas dépasser 120.000 francs-or.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Depuis 1947, l'Union est en relations de travail avec l'UNESCO. La collaboration des deux organisations a été démontrée à la session du Comité permanent de l'Union et à la conférence du Comité des experts en droit d'auteur, réunies à Washington en octobre 1950. L'Union était également représentée à la Convention intergouvernementale des droits d'auteur, convoquée par l'UNESCO à Genève en août 1952.

Mesure prise par le Conseil : Conformément à la résolution 333 A (XI), l'UNESCO a signalé, dans son rapport annuel au Conseil pour 1951, les progrès réalisés en ce qui concerne le renforcement des relations de l'UNESCO avec l'Union (E/2048). Des rapports ont été également soumis à la onzième session du Conseil par l'UNESCO (E/1688) et par le Secrétaire général (E/1686).

16) BUREAU CENTRAL DE LA CARTE DU MONDE AU MILLIONIÈME

Adresse : Ordnance Survey Office, Leatherhead Road, Chessington, Surrey, Royaume-Uni.

Pays membres : Afrique Occidentale Française, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Congo belge, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Indochine, Italie, Japon, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal (et ses colonies), République Dominicaine, République d'Irlande, Rhodésie du Sud, Roumanie, Royaume-Uni (et ses colonies, Territoires sous tutelle et protectorats), Soudan Anglo-Egyptien, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé aux termes d'une résolution adoptée à la deuxième Conférence internationale de la carte du monde au millionième, tenue à Paris en 1913.

Fonctions et buts généraux : Coordonner la publication par les Etats membres d'une carte du monde à l'échelle du millionième, en utilisant des lignes de rapport, des symboles et des signes conventionnels uniformes, ainsi qu'il est prévu dans les résolutions adoptées lors des conférences de 1909 et 1913 et à la conférence de 1928.

Structure : Le Bureau central, qui est l'organe directeur, ne tient pas de réunions périodiques régulières. Le Bureau présente aux Etats membres un rapport annuel. Le Directeur et le Secrétaire sont les membres principaux du Bureau.

Ressources financières : Le Bureau central reçoit une souscription annuelle de 10 livres sterling de chacun des pays membres et le produit de la vente de ses rapports annuels. Au cours des dernières années, les souscriptions ont été irrégulières et peu nombreuses.

Mesure prise par le Conseil : Après avoir examiné le rapport soumis par le Secrétaire général conformément à la résolution 261 B (IX), le Conseil, dans sa résolution 412 II (XIII), a prié le Secrétaire général d'inviter le Président du Bureau central à demander aux gouvernements qui sont demeurés en rapport avec le Bureau central depuis la fin de la deuxième guerre mondiale d'accepter que l'on confie au Bureau de cartographie de l'Organisation des Nations Unies les travaux effectués jusqu'ici par le Bureau central, et a invité le Secrétaire général, en collaboration avec le Président du Bureau central, à transférer aussitôt que possible au Bureau de cartographie de l'Organisation des Nations Unies les archives et avoirs du Bureau central, et à faire rapport au Conseil, à une prochaine session, sur les mesures qu'il aura prises à cet égard.

17) INSTITUT PANAMERICAIN DE GEOGRAPHIE ET D'HISTOIRE

Adresse : 192, Observatorio Avenue, Tacubaya, D.F., Mexique.

Etats membres : Les vingt et une Républiques américaines sont membres de l'Institut. Le Canada a été représenté par des observateurs aux réunions qui se sont tenues depuis 1942.

Statut juridique : Créé par une résolution adoptée lors de la Sixième Conférence internationale américaine tenue à La Havane en janvier 1928. Les nouveaux statuts de l'Institut ont été adoptés à Caracas le 25 août 1946 et révisés à Santiago en octobre 1950. L'Institut est maintenant un organisme spécialisé de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : Elaborer, coordonner et diffuser dans les Etats américains des travaux de géographie et d'histoire, ainsi que des études scientifiques connexes; entreprendre toutes études demandées par les Etats membres; encourager la collaboration entre les instituts de géographie et d'histoire des Etats membres et les autres organismes américains qui s'intéressent à ces questions.

Structure : L'Assemblée générale de l'Institut se réunit normalement tous les quatre ans. Entre les sessions de l'Assemblée générale, ses fonctions sont remplies par un Conseil directeur, au nom duquel peut agir un Comité exécutif. Le secrétariat général, à la tête duquel se trouve un directeur, dessert ces organes et fait rapport deux fois par an au Comité exécutif. Les activités scientifiques du Secrétariat sont exercées par les commissions de cartographie, de géographie et d'histoire.

Ressources financières : Contributions annuelles des Etats membres et contributions spéciales. Le budget adopté par la cinquième Assemblée générale pour l'exercice 1951-1952 était de 125.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'institut entretient depuis 1951, d'étroites relations de travail avec l'UNESCO. Il est également officieusement en relations de travail avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la coordination des services de cartographie; des représentants de l'Institut ont participé au Comité d'experts en cartographie qui a été réuni en mars 1949 par l'Organisation des Nations Unies. Il travaille également en contact étroit avec l'OACI.

Mesure prise par le Conseil : A sa dixième session, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général (E/1574/Annexe II) indiquant que l'Organisation des Etats américains avait réorganisé l'Institut et en avait fait un organisme interaméricain spécialisé.

18) BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

Adresse : Pavillon de Breteuil, Sèvres (Seine-et-Oise), France.

Pays membres : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France et Algérie, Hongrie, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République d'Irlande, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par la "Convention du mètre", signée le 20 mai 1875, lors d'une Conférence tenue à Paris. Les dispositions de cette Convention ont été modifiées ultérieurement par une nouvelle convention, signée le 6 octobre 1921 à Sèvres.

Fonctions et buts généraux : A l'origine, le rôle du Bureau se limitait à la conservation des étalons internationaux de longueur et de masse et à la comparaison et à la détermination d'étalons prototypes. En 1921, une conférence a étendu ses pouvoirs au domaine des unités-étalons de mesures électriques et de toutes les constantes physiques nécessaires pour les mesures de haute précision. A une date plus récente, il a été également chargé de la coordination internationale des unités photométriques.

Structure : Le Bureau est placé sous l'autorité d'une Conférence générale qui se réunit tous les six ans. Le Comité international, organe exécutif de la Conférence générale, se réunit tous les deux ans. Le principal fonctionnaire du Bureau est le Directeur.

Ressources financières : Les Etats membres fournissent des contributions pour l'entretien du Bureau proportionnellement à leur population. De 1949 à 1952, le budget s'est élevé à 180.000 francs-or par an. D'après les prévisions, les budgets de 1953 et de 1954 s'établiront à 200.000 francs-or.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un accord officiel définissant les relations entre le Bureau et l'UNESCO a été signé le 27 juin 1949 (E/1314).

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 J (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement de relations de travail par les institutions spécialisées appropriées avec le Bureau et a estimé qu'il n'était pas opportun pour l'instant de prendre des mesures visant à la cessation des activités du Bureau, à sa fusion avec l'Organisation des Nations Unies ou une institution spécialisée, ou à son intégration.

19) BUREAU INTERNATIONAL DE L'EDUCATION

Adresse : Palais Wilson, Genève, Suisse.

Etats membres : Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Cambodge, Colombie, Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Hongrie, Iran, Israël, Italie, Pologne, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Roumanie, Suisse, Vietnam.

Statut juridique : Créé en tant qu'organisation privée en décembre 1925; est devenu une organisation intergouvernementale le 25 juillet 1929, aux termes d'un statut signé par les gouvernements intéressés.

Fonctions et buts généraux : Sert de centre de recherches et de renseignements dans le domaine de l'éducation.

Structure : Le Bureau est administré par un Conseil, qui se réunit une fois par an et où sont représentés tous les Etats membres, et par un Comité exécutif qui se réunit au moins trois fois par an. Les membres principaux du Bureau sont le Directeur, le directeur adjoint, le secrétaire général.

Ressources financières : Contributions des gouvernements, bénéfices provenant de la vente de timbres, subventions, vente de publications, etc. Le budget de 1952 s'élevait à 210.000 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Un accord provisoire entre le Bureau et l'UNESCO a été conclu à Paris le 28 février 1947; un nouvel accord est entré en vigueur le 28 février 1951. Aux termes de cet accord, le Bureau convoque chaque année, de concert avec l'UNESCO, une Conférence internationale de l'éducation publique, et il procède à des enquêtes dont les deux organisations publient conjointement les résultats.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 G (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction des relations établies par l'UNESCO avec le Bureau.

A la demande du Conseil, l'UNESCO a inséré dans son rapport au Conseil pour 1951 un exposé sur la coopération réalisée (E/1688).

20) ORGANISATION SANITAIRE PANAMERICAINE

Adresse : 1501 New Hampshire Avenue, Washington 8, D.C., Etats-Unis d'Amérique
Etats membres : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Uruguay, Venezuela.

Statut juridique : Créé en 1902, sous le nom du Bureau sanitaire international, lors de la deuxième Conférence internationale des Etats américains, tenue à Washington, et organisé par la première Conférence sanitaire panaméricaine. En 1924, l'acte constitutif a été adopté et le Code sanitaire panaméricain a été signé. La douzième Conférence sanitaire panaméricaine a adopté le nom "Organisation sanitaire panaméricaine", a modifié la structure de l'Organisation et a autorisé l'adoption d'un nouvel acte constitutif, qui a été formulé et adopté à Buenos-Aires en novembre 1947 par le Conseil directeur de l'Organisation.

Fonctions et buts généraux : Encourager et coordonner les efforts accomplis dans les Amériques en vue de lutter contre la maladie, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale de la population.

Structure : La Conférence sanitaire panaméricaine se réunit en principe tous les quatre ans. Le Conseil directeur, qui se réunit chaque année, se compose d'un représentant de chacun des Etats membres. Le Comité exécutif, qui se réunit tous les six mois, se compose de sept membres élus. Le Bureau sanitaire panaméricain, à la tête duquel se trouve un Directeur, est chargé d'exécuter le programme de l'Organisation.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget de 1952 s'élevait à 1.943.681 dollars; celui de 1953 s'établit à 2.060.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le Bureau sanitaire panaméricain, conformément aux dispositions de l'accord conclu le 24 mai 1949 avec l'OMS, fait également fonction de Bureau régional de l'OMS pour les Amériques. Le Bureau collabore avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, ainsi qu'avec le FISE, en ce qui concerne les programmes sanitaires.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général (E/2022), indiquant que l'Organisation sanitaire panaméricaine avait été reconnue comme organisme interaméricain spécialisé et que son statut d'organisme régional de l'OMS avait été approuvé par l'Organisation des Etats américains.

21). COMITE INTERNATIONAL DE MEDECINE ET DE PHARMACIE MILITAIRES

(ex Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires)

Adresse : 79 rue St-Laurent, Liège, Belgique.

Etats membres : Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République d'Irlande, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Salvador, Suède, Suisse, Syrie, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé en 1921 lors du Congrès de Bruxelles.

Fonctions et buts généraux : Pendant les campagnes militaires, aider les malades et les blessés des armées conformément à l'esprit de la Convention de Genève et sous le signe de la Croix-Rouge; essayer de maintenir et de resserrer les liens de collaboration entre les hommes qui ont pour mission, en temps de guerre comme en temps de paix, de prendre soin des malades et des blessés. Le Comité organise périodiquement des congrès de médecine et de pharmacie militaires, tient à jour une documentation sur toutes les questions touchant ce domaine et publie un Bulletin international de médecine militaire. Il se tient en rapport avec les différents services militaires de santé ainsi qu'avec d'autres organisations exerçant une activité dans ce domaine.

Structure : Le Comité international se réunit tous les deux ans en même temps que le Congrès de médecine et de pharmacie militaires. Le Président et le Secrétaire général sont les principaux membres du bureau.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le montant total des dépenses en 1952 s'est élevé à 470.000 francs belges.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'OMS a été représentée à la treizième session qui s'est tenue à Monaco en mai 1950. Un Accord officiel avec l'OMS a été signé le 21 mai 1952.

Mesures prises par le Conseil : Conformément à la résolution du Conseil 262 N (IX) le Secrétaire général a soumis un rapport sur les rapports entre l'OMS et le Comité (E/1686/Annexe 2). En conformité des dispositions de la résolution 333 B (XI), l'OMS a fait rapport au Conseil à sa treizième session sur les

progrès accomplis en ce qui concerne l'établissement de relations officielles avec le Comité, qui est devenu membre du Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales (CCCISM) (E/2020/Add.2). En même temps, le Secrétaire général a présenté un rapport sur les relations existant entre le Comité et le CCCISM, qui fonctionne sous les auspices de l'UNESCO et de l'OMS et qui a octroyé une subvention de 1.900 dollars pour couvrir une partie des dépenses du Congrès de 1951 (E/2022).

22) OFFICE CENTRAL INTERNATIONAL POUR LE CONTROLE DU COMMERCE DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE

Adresse : Ministère des affaires étrangères, 8 rue de la Loi, Bruxelles, Belgique.

Etats membres : Belgique, Egypte, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Portugal, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créé par une Convention relative au commerce des spiritueux en Afrique, signée à St-Germain-en-Laye le 10 septembre 1929 et entrée en vigueur le 31 juillet 1930. L'Office central a été placé sous l'autorité de la Société des Nations par une décision du Conseil en date du 11 janvier 1922.

Fonctions et buts généraux : Rassembler et conserver des documents de toute sorte échangés par les Hautes Parties contractantes en ce qui concerne la fabrication et l'exportation des spiritueux aux conditions dont il est fait état dans la Convention relative au commerce des spiritueux en Afrique.

Structure : L'Office dispose d'un secrétariat réduit, qui dépend du Ministère belge des affaires étrangères. Il n'y a pas de réunions des Parties contractante à la Convention.

Ressources financières : Souscriptions égales des divers Etats membres. Le budget annuel s'élève à 14.000 francs belges environ.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Néant.

Résolution du Conseil : Par sa résolution 333 G (XI), le Conseil a invité le Gouvernement de la Belgique à consulter les Parties à la Convention de St-Germain-en-Laye au sujet de la valeur que présente actuellement l'Office et de l'intérêt que présente pour elles le maintien de l'Office. A sa treizième session, le Conseil a décidé d'ajourner la suite de l'examen de cette question en attendant que le Gouvernement belge fournisse un complément d'information sur le résultat de ses consultations avec les autres gouvernements intéressés.

23) INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

Adresse : Via Panisperna 28, Rome, Italie.

Pays membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Cité du Vatican, Colombie, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Iran, République d'Irlande, Italie, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Suède, Suisse, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : L'Institut a été fondé à Rome en 1926 par un accord conclu entre le Gouvernement italien et le Conseil de la Société des Nations. Il a été réorganisé par le "Statut organique" du 15 mars 1940, qui est entré en vigueur le 21 avril 1940.

Fonctions et buts généraux : Etudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé dans divers Etats ou groupes d'Etats, en vue de préparer l'adoption progressive par les divers Etats d'une législation uniforme en ce qui concerne le droit privé ou certaines de ses branches.

Structure : Les organes administratifs sont l'Assemblée générale, composée de représentants de tous les Etats membres, le Conseil directeur, désigné par l'Assemblée, et le Secrétariat. Le principal membre du bureau est le Président.

Ressources financières : L'Institut est financé par des contributions des Etats membres. Le budget de l'exercice financier allant du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953 s'élève à 32 millions de lires.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut a prêté son concours aux Nations Unies pour l'étude préliminaire de la question de la "reconnaissance et de l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires". Le Conseil, dans sa résolution 390 H (XIII), a félicité l'Institut et l'a remercié de sa collaboration. L'Institut réunit actuellement, pour le Département des questions sociales, des textes législatifs concernant le statut juridique des étrangers dans dix pays d'immigration. L'Institut collabore également avec la Commission économique pour l'Europe en ce qui concerne les questions intéressant la navigation intérieure. L'Institut entretient également des relations de travail avec l'UNESCO.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a approuvé l'inscription de l'Institut sur la liste des organisations intergouvernementales (E/2117).

24) COMMISSION INTERNATIONALE PENALE ET PENITENTIAIRE

Adresse : Oberweg 12, Berne, Suisse.

Etats membres : Argentine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Egypte, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union Sud-Africaine.

Statut juridique : Créée lors du premier Congrès international pénitentiaire qui s'est tenu à Londres en 1872. L'Acte constitutif a été rédigé à Stockholm en 1878, adopté lors d'une conférence tenue à Paris, le 6 novembre 1880, et révisé lors des conférences tenues à Berne en 1926, 1929 et 1949. La Commission a approuvé le 12 août 1950 un plan prévoyant le transfert de ses fonctions à l'Organisation des Nations Unies; ce plan a été approuvé le 20 juillet 1950 par le Conseil économique et social (résolution 333 H (XI)) et le 1er décembre 1950 par l'Assemblée générale (résolution 415 (V)), ce transfert devant être réalisé avant le 31 décembre 1951.

Fonctions et buts généraux : "Etudier les problèmes concernant la prévention du crime et le traitement des délinquants en vue de donner des avis aux gouvernements sur les mesures à prendre pour prévenir les infractions au droit pénal et pour adapter leur système pénitentiaire aux systèmes les plus modernes et les mieux appropriés, surtout en ce qui concerne le traitement par des moyens éducatifs et la réadaptation sociale des criminels et des délinquants. A ces fins, la Commission aidera les gouvernements par tous les moyens dont elle dispose".

Structure : La Commission se composait de représentants des Etats membres et se réunissait une fois tous les deux ans au moins. Le Comité exécutif administrait les affaires de la Commission et exécutait ses décisions. Un Bureau permanent, à la tête duquel se trouvait le Secrétaire général, constituait le secrétariat de la Commission. Tous les cinq ans se tenait normalement un Congrès international pénal et pénitentiaire.

Ressources financières : Le budget de 1950 était d'environ 151.000 francs suisse.

Note : Les mesures envisagées dans le plan de transfert des fonctions de la Commission à l'Organisation des Nations Unies ont été réalisées au cours de 1951 et la Commission a été officiellement dissoute le 1er octobre 1951.

25) UNION INTERNATIONALE DE SECOURS

Adresse : 7 avenue de la Paix, Genève, Suisse.

Pays membres : Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chine, Cuba, Egypte, Equateur, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irak, Iran, Italie, Luxembourg, Monaco, Pologne, Roumanie, Saint-Marin, Soudan, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Venezuela.

Statut juridique : Créée par une Conférence diplomatique convoquée par le Conseil de la Société des Nations le 12 juillet 1927. La Convention et le Statut sont entrés en vigueur le 27 décembre 1932.

Fonctions et buts généraux : " 1) Dans les calamités dues à des cas de force majeure et dont la gravité exceptionnelle excède les facultés ou les ressources du peuple frappé, fournir les premiers secours aux populations sinistrées et réunir à cette fin les dons, ressources et concours de toute espèce; 2) dans toutes les calamités publiques, coordonner, s'il y a lieu, les efforts faits par les organisations de secours, et, d'une façon générale, encourager les études et les mesures préventives contre les calamités et intervenir pour que tous les peuples pratiquent l'entraide internationale."

Structure : L'Union est dirigée par un Conseil général qui se réunit tous les deux ans. Un Comité exécutif de sept membres nommés par le Conseil général se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président. Les membres principaux du bureau de l'Union sont le Président du Comité exécutif et le Secrétaire général.

Ressources financières : Revenus provenant d'un fonds initial de 452.900 francs suisses; également, contributions volontaires de gouvernements et de particuliers. Le relevé financier à la date du 31 décembre 1950 faisait ressortir que l'Union était en déficit de 23.459,90 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Néant.

Mesures prises par le Conseil : A sa dixième session, après avoir étudié un rapport du Secrétaire général sur cette Union (E/1574/Annexe II), le Conseil a adopté une résolution recommandant aux Etats Membres des Nations Unies qui sont également membres de l'Union internationale de secours de prendre des mesures pour liquider cette organisation (résolution 286 (X)). La Birmanie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Yougoslavie ont fait savoir qu'ils s'étaient retirés de l'Union. Les Gouvernements de l'Iran et de la Turquie ont indiqué qu'ils approuvaient entièrement la résolution du Conseil. Le Gouvernement de la Belgique a déclaré qu'il ne s'opposait pas à la dissolution de l'Union.

26) INSTITUT INTERAMERICAIN D'ETUDES INDIGENES

Adresse : Calle de Ninos Heroes 139, Mexico 6, D.F., Mexique.

Pays membres : Bolivie, Colombie, Costa-Rica, Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Venezuela.

Statut juridique : Créé par une résolution adoptée par le premier Congrès indigéniste interaméricain, à Patzcuaro (Mexique), et prévoyant une convention qui a été ouverte à la signature le 1er novembre 1940 à Mexico.

Fonctions et buts généraux : Le principal but de l'Institut est de contribuer au relèvement des conditions de vie matérielle et intellectuelle de la population aborigène d'Amérique. A cette fin, l'Institut rassemble, prépare et diffuse des renseignements et des rapports sur des enquêtes scientifiques portant sur toutes les phases de la vie indienne dans les Amériques et sur les activités des institutions qui s'intéressent aux groupes indiens; il met au point des renseignements utiles aux gouvernements américains pour préparer l'amélioration de la vie économique, sociale et politique des Indiens; il fait entreprendre, dirige et coordonne des enquêtes scientifiques dont les résultats peuvent être appliqués à la solution des problèmes indiens; il remplit des fonctions consultatives auprès des bureaux nationaux des affaires indiennes.

Structure : L'Institut fait fonction de Comité permanent de la Conférence interaméricaine d'études indigènes qui se réunit tous les quatre ans. Il est administré par un Conseil de direction qui se réunit tous les deux ans et se compose de représentants des quatorze pays membres de l'Institut. Le Comité exécutif, composé de cinq membres élus par le Conseil de direction, se réunit tous les mois. Le Directeur est le membre principal du bureau de l'Institut.

Ressources financières : Le budget de l'Institut est fixé, aux termes de la Convention, à 30.600 dollars, versés par les Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Institut a établi des relations de travail avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne a) la résolution 275 (III) de l'Assemblée générale sur les problèmes sociaux concernant les populations aborigènes et autres groupes sociaux sous-évolus du continent américain, et b) la résolution 418 (V) de l'Assemblée générale sur l'organisation de services sociaux chez les Indiens de la région des Andes.

Mesures prises par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a pris note du rapport (E/2022) dans lequel le Secrétaire général communiquait que des négociations étaient en cours en vue d'inscrire l'Institut au nombre des organismes interaméricains spécialisés et il a prié le Secrétaire général de présenter un nouveau rapport.

27) INSTITUT INTERNATIONAL AMERICAIN POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Adresse : Avenida 18 de Julio 1648, p. 3^o, Montevideo, Uruguay.

Membres : Les Gouvernements de vingt et une Républiques américaines.

Statut juridique : Les premiers statuts de l'Institut ont été approuvés lors du quatrième Congrès panaméricain de l'enfance, tenu à Santiago en 1924. L'Institut a été créé officiellement le 9 juin 1927 à Montevideo. Les statuts ont été révisés lors des réunions du Conseil directeur de l'Institut tenues en 1946 et en 1949. Cet Institut est maintenant un organisme spécialisé de l'Organisation des Etats américains.

Fonctions et buts généraux : Cet Institut est un centre d'action sociale, de documentation, d'étude, de conseils et de renseignements pour toutes les questions relatives à la vie et à la protection de l'enfance sur le continent américain. L'Institut entreprend des recherches bibliographiques, rassemble des renseignements par correspondance et entreprend des études sur place à la demande des Etats membres.

Structure : L'Institut est placé sous la direction d'un Conseil directeur où tous les membres sont représentés et qui se réunit une fois par an au moins. Il désigne pour une période de deux ans un comité consultatif technique qui a pour fonctions d'étudier et d'approuver les programmes de travail des directeurs des départements techniques. L'Office central est le secrétariat de l'Institut. Les principaux membres du bureau de l'Institut sont le Directeur général et le Chef de l'Office central.

Ressources financières : Contributions des Etats membres, plus une recette symbolique provenant de la vente de ses publications. Pendant l'année civile 1951, les dépenses se sont élevées à environ 50.000 pesos uruguayens.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le FISE a procédé à des échanges de vues avec l'Institut, auquel il a fourni une assistance et des conseils techniques au sujet des programmes relatifs à la protection de l'enfance en Amérique latine. Dans le cadre du programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, des stagiaires ont pris part aux activités de l'atelier organisé en 1952 à l'Office central de l'Institut. On pense que des stagiaires prendront encore part aux travaux de

l'atelier de 1953. L'Institut a procédé à des échanges de vues avec l'OIT sur des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations.

Mesures prises par le Conseil : A sa dixième session, le Conseil a pris note du rapport (E/1574/Annexe II) dans lequel le Secrétaire général communiquait que l'Institut avait été inscrit par l'OEA au nombre des organismes interaméricains spécialisés.

28) COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES

Adresse : Pan-American Union, Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique.

Pays membres : Les vingt et une Républiques américaines.

Statut juridique : La Commission interaméricaine des femmes a été créée, à l'origine, à la suite d'une résolution adoptée à la sixième Conférence internationale des Etats américains, tenue à La Havane en 1928; elle était chargée de rassembler des renseignements qui devaient permettre à la septième Conférence internationale des Etats américains (Montevideo, 1933) d'examiner la question de l'égalité des droits civils et politiques pour la femme. La Conférence de Montevideo élaborera une convention sur la nationalité de la femme. La Commission est devenue un organe intergouvernemental permanent après l'adoption, à la huitième Conférence internationale des Etats américains, à Lima, en 1938, de la résolution XXIII. La neuvième Conférence internationale des Etats américains, s'est tenue à Bogota en avril 1948, a approuvé le nouveau "statut organique" de la Commission interaméricaine des femmes qu'elle a reconnue comme "une entité permanente qui fonctionne dans le cadre du Secrétariat général de l'Organisation des Etats américains".

Fonctions et buts généraux : La Commission interaméricaine des femmes agit comme un organisme consultatif et s'emploie à faire reconnaître les droits civils, politiques, économiques et sociaux de la femme du continent américain. Elle adresse des rapports et soumet des recommandations à l'Organisation des Etats américains ainsi qu'aux conférences interaméricaines.

Structure : L'Assemblée générale de la Commission, qui en détermine la politique et en établit le programme d'action, est composée des représentants des vingt et un Etats américains et se réunit une fois par an. Le Comité de direction, composé de la Présidente et de quatre représentantes, fonctionne dans l'intervalle des sessions de l'assemblée.

Ressources financières : Les fonds nécessaires au fonctionnement du Secrétariat de la Commission sont prévus au budget de l'Union panaméricaine, qui est le Secrétariat de l'Organisation des Etats américains.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Commission interaméricaine des femmes et la Commission de la condition de la femme de

L'Organisation des Nations Unies procèdent à des échanges de renseignements et chacune délègue des observatrices aux sessions de l'autre; la Commission interaméricaine des femmes coopère, d'autre part, avec l'Organisation internationale du Travail.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a pris note du rapport (E/2022) dans lequel le Secrétaire général communiquait que la Commission avait été inscrite par l'OEA au nombre des organismes interaméricains spécialisés.

29) OFFICE CENTRAL DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER

Adresse : 36 rue Montbijou, Berne, Suisse.

Pays membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par la Première Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (CIM), signée le 14 octobre 1890, à Berne. Cette Convention est entrée en vigueur en 1893. La Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (CIV) a été signée à Berne le 23 octobre 1924. Ces deux Conventions ont été révisées pour la dernière fois en 1933; les textes révisés sont en application depuis le 1er octobre 1938. En vertu des pouvoirs de contrôle que lui confèrent ces deux Conventions, le Conseil fédéral de la Confédération helvétique a promulgué un règlement, en vigueur depuis le 1er janvier 1947, qui définit le statut juridique de l'Office (capacité juridique, immunité juridique, inviolabilité, exemption d'impôts) et des fonctionnaires de l'Office.

Fonctions et buts généraux : L'Office central a été créé afin de faciliter et d'assurer l'application de la "Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer" (CIM) et de la "Convention internationale concernant le transport de voyageurs et bagages par chemins de fer" (CIV).

L'Office étudie les demandes de modifications aux conventions et est chargé de convoquer des conférences de révision et des réunions du Comité d'experts; il transmet les communications émanant d'Etats contractants et de compagnies de chemins de fer intéressées; il rend, à la demande des Parties, des décisions arbitrales dans les différends entre les chemins de fer et facilite leurs relations financières; il recueille, coordonne et publie toutes informations relatives aux services de transports internationaux et à l'application de certaines dispositions des conventions.

Structure : Les conférences de révision se tiennent, en règle générale, au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur des modifications adoptées à la dernière conférence. En raison des interruptions de trafic causées par la guerre, la

Conférence de revision qui aurait dû être tenue a été ajournée. Un Comité d'experts se réunit tous les trois ou quatre ans pour tenir à jour l'Annexe 1 de la CIM, qui contient les règlements internationaux relatifs au transport des matières dangereuses. Un texte révisé de l'Annexe 1 entrera en vigueur dans le courant de 1953. Lors de la Conférence de revision extraordinaire qui s'est tenue à Berne en mai 1950, une Convention additionnelle a été conclue, qui prévoit la création de deux nouvelles Commissions d'experts, l'une chargée d'adapter aux besoins le règlement international concernant le transport des wagons de particuliers, l'autre chargée d'élaborer un règlement international relatif aux transports par containers. Les deux règlements sont entrés en vigueur le 1er janvier 1953. La cinquième Conférence de revision (CIV et CIM) s'est tenue à Berne en octobre 1952 et les nouvelles Conventions qui doivent encore être ratifiées et dont on pense qu'elles entreront en vigueur en 1954, ont été signées le 25 octobre 1952 par la plupart des Etats membres et par le Royaume-Uni. Les membres principaux du bureau de l'Office sont le Directeur et le Vice-Directeur.

Ressources financières : Les dépenses sont supportées par les Etats contractants au prorata de la longueur des réseaux de chemins de fer tombant sous l'application de la Convention. Le budget de 1953 est d'environ 700.000 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Office central et la Division des transports de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies ont entre eux des relations étroites et s'invitent réciproquement à leurs sessions respectives. Des échanges de documentation ont lieu avec l'OIT, l'UPU et l'UIT.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire aucune recommandation pour le moment.

30. CONFERENCE INTERNATIONALE POUR L'UNITE TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER

Adresse : Département fédéral des postes et des chemins de fer, Berne, Suisse.

Etats membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : La Conférence internationale s'est réunie pour la première fois en 1882 et a conclu une série d'accords qui ont, depuis, été soumis à révision au cours d'une série de conférences et par correspondance. Une Convention adoptée à la Conférence de 1886 a été révisée en 1907. Les accords actuellement en vigueur sont entrés en application en 1939 sous le titre "Unité technique des chemins de fer, édition 1938".

Fonctions et buts généraux : Etudier, principalement du point de vue technique, comment et dans quelles conditions on peut effectuer et faciliter le passage du matériel roulant des voies ferrées d'un Etat à celles d'un Etat voisin. La Conférence étudie les règles régissant ces passages internationaux.

Structure : La Conférence, à laquelle sont envoyés des représentants des Etats membres et des administrations de chemins de fer, se réunit à intervalles irréguliers. Après avoir été approuvées par les gouvernements intéressés et publiées dans leurs recueils de lois, les décisions ont force de loi. L'Office fédéral des transports de Berne fournit tous les services de secrétariat. Le Président est élu par la Conférence pour chaque session.

Ressources financières : Les frais entraînés par les conférences et par la publication des documents sont répartis entre les Etats participants au prorata de la longueur des voies à écartement normal exploitées par les administrations des chemins de fer intéressées.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Commission économique pour l'Europe étudie l'ensemble de la question de l'organisation et des fonctions des organes s'occupant des transports internationaux européens par chemins de fer, y compris celles de la Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer.

Mesure prise par le Conseil : A sa dixième session, le Conseil a décidé (résolution 262 M (IX)) de ne faire aucune recommandation à ce moment. A sa treizième session, le Conseil a prié la Commission économique pour l'Europe de présenter, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un nouveau rapport sur l'état d'avancement de ses études concernant le statut futur de cette organisation.

31) BUREAU HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL

Adresse : Quai des Etats-Unis, Monte-Carlo, Monaco.

Pays membres : Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Indonésie, Italie, Japon, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé en juillet 1921 conformément à un plan adopté lors de la première Conférence hydrographique internationale (Londres, 1919) et ultérieurement approuvé par les gouvernements intéressés.

Fonctions et buts généraux : Etablir une liaison permanente entre les services hydrographiques des différents Etats; coordonner leurs travaux en vue de faciliter et de rendre plus sûre la navigation sur toutes les mers; rechercher l'uniformité de la documentation hydrographique et favoriser le développement de la science hydrographique.

Structure : La Conférence hydrographique internationale, qui se tient tous les cinq ans, est composée de délégués de chacun des Etats membres, l'un de ces délégués étant si possible le chef du Service hydrographique de l'Etat Membre. Elle désigne un Comité directeur composé de trois membres de nationalités différentes et un Secrétaire général, chargé de l'administration du Bureau.

Ressources financières : Chaque Etat membre souscrit deux parts de 2.000 francs or. Les membres dont le tonnage dépasse 100.000 tonnes souscrivent un nombre de parts supplémentaires proportionnel à leur tonnage. Le budget annuel du Bureau s'élève approximativement à 300.000 francs or.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées: Le Bureau n'entretient pas de relations officielles avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées, mais le Bureau a participé à la réunion du Comité d'experts en cartographie convoquée par l'Organisation des Nations Unies en mars 1949 et des observateurs de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNESCO et de l'OACI ont assisté à la cinquième Conférence hydrographique internationale, tenue en avril 1947; L'OACI a envoyé un observateur à la sixième Conférence hydrographique internationale, tenue en avril 1952.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire aucune recommandation à ce moment.

32) COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN

Adresse : Palais du Rhin, Place de la République, Strasbourg (Bas-Rhin), France.

Etats membres : Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

Statut juridique : On peut faire remonter l'origine de la Commission au Congrès de Vienne de 1815, mais son statut et ses fonctions actuelles sont le résultat des modifications qui leur ont été apportées par l'Acte de Mayence relatif à la navigation sur le Rhin (3 mars 1831), la Convention révisée de Mannheim pour la navigation sur le Rhin (17 août 1868) et les articles 354 à 362 du Traité de Versailles (1919). La Commission a été provisoirement réorganisée en décembre 1945 en attendant la négociation d'un traité de paix avec l'Allemagne.

Fonctions et buts généraux : La Commission est un organe consultatif chargé de veiller à l'observation des principes de la liberté de navigation et de l'égalité de traitement pour les transports fluviaux sur le Rhin, et d'assurer le maintien de la sécurité et de la prospérité de la navigation dans tous les domaines : technique, fiscal, douanier, réglementaire et judiciaire. Elle a établi des règlements d'ordre général concernant la navigation et elle exerce les fonctions de cour d'appel en matière de navigation, tant au civil qu'au criminel.

Structure : La Commission se réunit trois ou quatre fois par an. Elle a constitué des comités permanents et des comités spéciaux qui se réunissent toutes les fois que cela est nécessaire; son secrétariat, qui est établi à Strasbourg, est dirigé par un secrétaire général. La Commission patronne l'"Association internationale du Registre des bateaux du Rhin", dont le siège est à Rotterdam, et qui a un Bureau d'enregistrement au siège de la Commission. Le secrétariat de la Commission sera également chargé d'assurer le secrétariat des diverses commissions de contrôle internationales dont la création est prévue aux termes des accords sur la sécurité sociale et sur les conditions de travail des bateliers rhénans, accords qui sont actuellement en instance de ratification.

Ressources financières : Contributions annuelles des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Des relations de travail ont été établies entre la Commission et la Commission économique pour l'Europe.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction de l'établissement, par la CEE, de relations avec la Commission.

33) COMMISSION DU DANUBE

Adresse : Galatz, Roumanie.

Pays membres : Bulgarie, Hongrie, République soviétique socialiste d'Ukraine, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée en vertu de la Convention relative au régime de la navigation sur le Danube, signée à Belgrade le 18 août 1948 et entrée en vigueur le 11 mai 1949.

Fonctions et buts généraux : Assurer, d'Ulm à la mer Noire, la navigation libre et ouverte aux ressortissants, aux bateaux marchands et aux marchandises de tous les Etats sur un pied d'égalité en ce qui concerne les droits de port et les taxes sur la navigation, ainsi que les conditions auxquelles est soumise la navigation commerciale.

Structure : La Commission fixe l'époque de ses sessions. Elle choisit parmi ses membres son président, son vice-président et son secrétaire. Des Administrations fluviales spéciales doivent être établies sur le Bas-Danube et sur le Secteur des Portes de Fer en vertu d'accords passés entre les gouvernements des pays intéressés.

Ressources financières : Contributions des gouvernements des Etats membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Néant.

Mesure prise par le Conseil : A sa treizième session, le Conseil a prié le Secrétaire général de présenter un nouveau rapport sur le statut de la Commission.

34) COMMISSION INTERNATIONALE DU PHARE DU CAP SPARTEL

Adresse : Tanger, Maroc.

Etats membres : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

Statut juridique : Créée par le Traité du 31 mai 1865 signé à Paris entre le Sultan du Maroc et les gouvernements des Etats membres.

Fonctions et buts généraux : Assurer l'administration, l'entretien et la neutralité permanente du phare du Cap Spartel.

Structure : Le Président de la Commission est chargé de l'exécution de ses décisions.

Ressources financières : Contributions d'un montant égal fournies par les Etats membres. Le budget de 1952 s'élevait à 11.300.000 francs marocains.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Néant.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

35) OFFICE INTERAMERICAIN DE LA RADIO

Adresse : Calle Cuba No. 64, La Havane, Cuba.

Pays membres : Iles Bahamas, Brésil, Canada, Cuba, Etats-Unis, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République Dominicaine.

Statut juridique : Créé par une Convention signée lors de la première Conférence interaméricaine de la radio, qui s'est tenue à La Havane, le 13 décembre 1937. A la troisième Conférence, tenue à Rio-de-Janeiro, une Convention interaméricaine des télécommunications a été élaborée en vue de remplacer la Convention de La Havane et de transformer l'Office interaméricain de la radio en un Office interaméricain des télécommunications. La Convention de Rio-de-Janeiro n'a pas encore été ratifiée. La quatrième Conférence interaméricaine de la radio, qui s'est tenue à Washington en avril 1949, a prié le Gouvernement cubain de consulter tous les Etats d'Amérique en vue de connaître leurs points de vue sur la structure future de cette organisation.

Fonctions et buts généraux : Par voie de consultations, centraliser et faciliter, entre les administrations des pays américains, les échanges mutuels et la diffusion de renseignements relatifs aux radio-communications sous tous leurs aspects. L'Office interaméricain de la radio est chargé des travaux préparatoires et des travaux de secrétariat des conférences ainsi que des travaux résultant de leurs décisions conformément aux dispositions de la Convention de La Havane de 1937.

Structure : L'Office fonctionne sous le contrôle d'un Directeur, désigné par la Conférence interaméricaine de la radio sur la recommandation d'un comité spécial de la conférence. La Convention de 1937 prévoit des conférences plénipotentiaires tenues au minimum tous les trois ans.

Ressources financières : Chacun des gouvernements américains consent à verser une contribution conformément au barème prévu au règlement intérieur de l'Office interaméricain de la radio, et l'Office reçoit des dons de sources privées. Il est prévu que le budget annuel ne dépassera pas 25.000 dollars. Le budget de l'exercice en cours est de 16.000 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Convention aux termes de laquelle a été créée cette organisation a été élaborée en tenant compte de la Convention de l'UIT telle qu'elle existait alors. L'Office n'est pas en relations officielles avec l'UIT.

Mesure prise par le Conseil : A sa dixième session, le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général (E/1574/Annexe II) selon lequel l'OEA procède actuellement à des études sur le statut futur de cette organisation. A sa treizième session, le Conseil a demandé au Secrétaire général de lui présenter un nouveau rapport.

36) BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Adresse : 7 Centralbahnstrasse, Bâle, Suisse.

Membres : Les banques centrales des pays suivants, ou les représentants de ces banques exercent le droit de vote aux Assemblées générales : Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par une Convention intergouvernementale, une "charte constitutive" et des statuts adoptés le 20 janvier 1930 à La Haye; ces textes ont été modifiés le 3 mai 1937 et le 12 juin 1950.

Fonctions et buts généraux : Favoriser la coopération des banques centrales; fournir des facilités additionnelles pour les opérations financières internationales et agir comme mandataire ou agent en ce qui concerne les règlements financiers internationaux qui lui sont confiés en vertu d'accords passés avec les parties intéressées.

Structure : Assemblée générale. Le Conseil d'administration est responsable de l'administration et des opérations de la Banque. Le Président et le Directeur général sont les membres principaux du Conseil d'administration ou du personnel de la Banque.

Ressources financières : La Banque a un capital autorisé de 500 millions de francs suisses or, dont 25 pour 100 ont été versés. Ses frais de gestion sont ouverts par les opérations de banque.

Mesure prise par le Conseil : Aux termes de la résolution 262 (IX), le Conseil a considéré qu'aucune décision ne s'imposait pour le moment.

37) BUREAU INTERNATIONAL DES EXPOSITIONS

Adresse : 60 avenue de la Bourdonnais, Paris 7^{ème}, France.

Pays membres : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Haïti, Israël, Italie, Libye, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tunisie.

Statut juridique : Créé par la Convention internationale du 22 novembre 1928, modifié par le Protocole du 10 mai 1948.

Fonctions et buts généraux : Le Bureau surveille l'application de la Convention qui régit la fréquence des expositions internationales et il établit les garanties et facilités que le pays désireux d'organiser une exposition est tenu d'assurer aux exposants. En principe, aucun pays membre ne peut organiser une exposition internationale que si cette exposition a été enregistrée par le Bureau; il ne peut davantage prendre part à une exposition tenue dans un pays non membre qu'après consultation du Bureau.

Structure : Le Bureau est dirigé par un Conseil d'administration composé de représentants des pays membres, à raison d'un à trois délégués par pays, qui élisent leur Président. Les sessions ont lieu au moins une fois et souvent deux fois par an.

Ressources financières : Contributions des Etats membres, ainsi que subventions, donations et legs éventuels. Le budget du Bureau a été fixé à titre provisoire à 4.000 livres sterling et les cotisations des pays membres n'ont jamais dépassé 500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le Conseil exécutif de l'UNESCO a déclaré qu'il envisagera peut-être de collaborer avec ce Bureau.

Mesures prises par le Conseil : Par sa résolution 262 (IX), le Conseil a considéré qu'aucune décision ne s'imposait à ce moment.

38) UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Adresse : 7 Helvetiastrasse, Berne, Suisse.

Pays membres : Allemagne, Australie (Papua, Nouvelle-Guinée, Ile de Norfolk et Nauru), Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Danemark, (Îles Féroé), Egypte, Espagne (Maroc et colonies), Etats-Unis, Finlande, France (Maroc, Algérie et colonies), Grèce, Hongrie, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande (Samoa occidentale), Pays-Bas (Antilles néerlandaises, Nouvelle-Guinée, Surinam), Pologne, Portugal, (Açores et Madère), République Dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, (Tanganyika, Trinité et Tobago, Singapour) Sarre, Suède, Suisse, Syrie, Tanger, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par une Convention élaborée le 20 mars 1883 à Paris, et remplacée ultérieurement par la Convention de Bruxelles du 14 décembre 1900, la Convention de Washington du 2 juin 1911, la Convention de La Haye du 6 novembre 1925 et la Convention de Londres du 2 juin 1934.

Fonctions et buts généraux : Assurer la protection internationale des droits de propriété industrielle, notamment brevets, maquettes utilitaires, maquettes et dessins industriels, marques de fabrique, raisons commerciales, marques d'origine, et lutter contre la concurrence déloyale. A ces fins, le Bureau de l'Union centralise et diffuse des renseignements, étudie des questions présentant un intérêt commun pour les membres de l'Union, prépare et publie des rapports annuels et des périodiques.

Structure : Des conférences générales se réunissent de temps à autre notamment pour modifier les Conventions. L'organe directeur de l'Union est le Bureau international, placé sous le contrôle du Gouvernement suisse. Le Directeur est le fonctionnaire principal du Bureau.

Ressources financières : Les dépenses sont partagées par les différents pays membres. Le budget annuel ne peut dépasser 150.000 francs or, soit 214.200 francs suisses; le budget de 1952 s'élevait à 214.164 francs suisses.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Commission interimaire de l'OIC a étudié quelles relations pourraient être établies entre l'Union et l'OIC lorsque celle-ci sera constituée.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

39) UNION INTERNATIONALE POUR LA PUBLICATION DES TARIFS DOUANIERS

Adresse : 38, Rue de l'Association, Bruxelles, Belgique.

Etats membres : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo Belge, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Statut juridique : Créée par une convention élaborée le 5 juillet 1890, à Bruxelles, entrée en vigueur le 1er avril 1891, et modifiée par un protocole signé le 16 décembre 1949 à Bruxelles.

Fonctions et buts généraux : Publier et faire connaître dans les délais les plus courts et avec le plus d'exactitude possible les tarifs douaniers des divers pays du monde et leurs modifications ultérieures. Le Bureau international a été créé à cet effet et il a été chargé de faire paraître en cinq langues (allemand, anglais, espagnol, français et italien) le texte et la traduction de ces tarifs, ainsi que des dispositions administratives ou législatives les modifiant.

Structure : Le Bureau fonctionne sous le contrôle général du Ministère des affaires étrangères belge, qui en désigne les membres. Il n'est pas prévu de réunions périodiques ou régulières des représentants des Etats membres. Le Président et le Directeur sont les membres principaux du Bureau.

Ressources financières : Les contributions versées par les Etats sont proportionnelles au volume de leur commerce extérieur. Les dépenses pour l'exercice financier clos le 31 mars 1952 s'élevaient à 391.844 francs-or.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le Bureau est en relations étroites avec les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Mesures prises par le Conseil : A sa neuvième session, le Conseil a pris acte (résolution 262 C (IX)), de ce que des discussions avaient été engagées au sujet de la fusion ou de l'intégration possible du Bureau dans la future Organisation internationale du commerce. A sa treizième session, il a invité le Secrétaire général à faire rapport au Conseil sur les relations qu'il serait possible d'établir entre le Bureau et les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

40) COMITE CONSULTATIF INTERNATIONAL DU COTON

Adresse : South Agriculture Building, Room 2642, Washington 25, D.C.

Etats-Unis d'Amérique.

Pays membres : Allemagne (République fédérale), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Soudan anglo-égyptien, Suède, Suisse, Turquie.

Statut juridique : Créé conformément à une résolution de la Conférence internationale du coton à laquelle ont pris part les gouvernements de douze des principaux pays exportateurs de coton et qui s'est tenue du 5 au 9 septembre 1939. Les conditions d'admission en qualité de membre, les dispositions financières, les fonctions et les programmes de travail ont été définis d'une manière plus approfondie au cours des assemblées plénières qui se sont tenues chaque année depuis 1945.

Fonctions et buts généraux : Le Comité fournit un moyen de rassembler et d'analyser les renseignements concernant la production, la consommation, le commerce, les stocks et les prix du coton dans le monde et d'étudier des problèmes de portée internationale. Il a pour fonctions d'observer et de suivre de près l'évolution de la situation mondiale du coton et, lorsqu'il le juge utile, d'indiquer aux gouvernements des Etats membres toutes mesures qu'il juge appropriées et réalisables pour favoriser en définitive la collaboration internationale.

Structure : Le Comité plénier se compose des représentants des Etats membres et se réunit une fois par an. Un Comité permanent, composé également de représentants de tous les Etats membres, se réunit chaque mois à Washington. Le Secrétariat a pour tâche de fournir "des statistiques complètes, sûres et récentes sur la production, le commerce, la consommation, les stocks et les prix du coton dans le monde". Les principaux membres du bureau du Comité sont le Président, le Vice-Président, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif.

Ressources financières : Contributions des Etats membres, au prorata de leur commerce international de produits cotonniers. Le budget total de l'exercice 1952-1953 était de 88.000 dollars et pouvait être augmenté de 10 pour 100 avec l'autorisation du Comité permanent.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées. La Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA), créée par la résolution 30 (IV) du Conseil, est en liaison étroite avec le Comité. Le Comité collabore aussi d'une manière étroite, sur le plan technique, avec la FAO, et chacun des deux organismes se fait représenter aux réunions de l'autre.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

41) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC

Adresse : Brettonham House, 5-6 Lancaster Place, Londres W.C.2, Royaume-Uni

Etats membres : Allemagne (République fédérale), Australie, Belgique, Birmanie, Cambodge, Canada, Ceylan, Danemark, Etats-Unis, France, Hongrie, Indonésie, Italie, Japon, Libéria, Pays-Bas, Royaume-Uni, Territoires coloniaux britanniques et Territoires sous administration britannique, Thaïlande, Viet-Nam.

Statut juridique : Créé en septembre 1944, après des échanges de vues officiels entre les Gouvernements des Etats-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni; les autres membres se sont ultérieurement joints au Groupe, qui a été créé officiellement lors de la quatrième session, tenue en juillet 1947 à Paris, au cours de laquelle le texte constitutif actuel a été adopté.

Fonctions et buts généraux : Procéder à toutes études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale du caoutchouc, en ayant en vue particulièrement l'intérêt qui s'attache à la réunion de données statistiques suivies et précises concernant l'état de l'offre et de la demande, et son évolution probable; examiner les moyens les plus efficaces de résoudre les difficultés particulières qui peuvent exister ou surgir, et soumettre des rapports et des recommandations sur ces questions aux gouvernements participants; examiner les mesures propres à accroître la consommation mondiale du caoutchouc.

Structure : Le Groupe d'études se réunit toutes les fois que les Etats membres l'estiment nécessaire. Entre les sessions, un Comité directeur dirige les travaux du secrétariat permanent.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget de l'exercice 1952-1953 s'élève à 11.000 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Collaboration sur le plan technique avec la FAO et liaison sur le plan général avec la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC,ICA).

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

42) CONSEIL INTERNATIONAL DU SUCRE

Adresse : 140, Park Lane, Londres W.1, Royaume-Uni.

Etats membres : (Les signataires du Protocole du 31 août 1952 portant prorogation de l'Accord jusqu'au 31 août 1955) : Australie, Belgique, Brésil, Cuba, Etats-Unis, France, Haïti, Indonésie, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par l'"Accord international concernant la réglementation de la production et du marché du sucre" de 1937. Par une série de protocoles, certaines parties de l'Accord, notamment celle qui concerne le maintien du Conseil du sucre, ont été prorogées jusqu'au 31 août 1955.

Fonctions et buts généraux : Administrer l'Accord de 1937; rassembler et publier des statistiques et autres renseignements relatifs au sucre, et reviser l'Accord lorsque cela paraîtra opportun, en tenant compte des principes généraux de la politique relative aux produits de base, appliqués sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'Accord.

Structure : Le Conseil comprend un Conseil général où tous les membres sont représentés et qui se réunit une fois par an au moins. Le Conseil, sur la recommandation d'un Comité spécial (voir le "Rapport sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base, 1952), a invité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à convoquer une conférence internationale du sucre. Le Président, le Vice-Président, le Secrétaire du Conseil et le Président de son Comité spécial sont les membres principaux du Conseil.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget de l'exercice se terminant le 31 août 1953 s'élève à 12.500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : La Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA) et la FAO sont en liaison étroite avec le Conseil international du sucre et délèguent des observateurs à ses réunions.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

43) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DE L'ETAIN

Adresse : 7 Carel Van Bylandtlaan, La Haye, Pays-Bas.

Etats membres : Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Territoires coloniaux britanniques et Territoires sous administration britannique, Thaïlande.

Statut juridique : Créé à Bruxelles en avril 1947, conformément à une recommandation de la Conférence internationale de l'étain, tenue au mois d'octobre 1946 à Londres.

Fonctions et buts généraux : Discuter des problèmes communs de production, de consommation et de commerce de l'étain; procéder à toutes études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale de l'étain, en ayant en vue particulièrement l'intérêt qui s'attache à la réunion d'éléments d'information suivis et précis concernant l'état de l'offre et de la demande, et son évolution probable; envisager les solutions possibles des problèmes qui peuvent difficilement être résolus par l'évolution normale du commerce mondial de l'étain, formuler des recommandations et les transmettre aux gouvernements participants.

Structure : Le Groupe se réunit normalement chaque année. Le Comité directeur se réunit à intervalles irréguliers de deux ou trois mois et dirige les travaux du Secrétariat. Les principaux membres du Groupe ou de son personnel permanent sont le Président du Comité directeur et le Secrétaire général.

Ressources financières : Contributions des Etats membres. Le budget de l'exercice 1952-1953 s'élève à 9.500 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Le Groupe est en liaison sur le plan général avec la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA); il a conclu des accords de coopération avec le Bureau de statistique des Nations Unies pour coordonner le rassemblement des statistiques sur l'étain. En avril 1950, le Groupe a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une résolution le priant de convoquer une conférence intergouvernementale pour étudier un accord international sur l'étain. Comme suite à la résolution 296(XI) du Conseil, une Conférence de l'étain s'est réunie à Genève du 25 octobre au 21 novembre 1950.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX) le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

44) CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE

Adresse : 32 Queen Anne's Gate, Westminster, Londres, S.W.1, Royaume-Uni.

Pays Membres : Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Ceylan, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Liban, Libéria, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Dominicaine, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Suisse, Union Sud-Africaine, Venezuela.

Statut juridique : Créé par l'Accord international sur le blé, conclu le 23 mars 1949, à Washington. La quatrième partie de cet Accord, qui concerne le Conseil international, est entrée en vigueur le 1er juillet 1949. Cet Accord est en vigueur jusqu'au 31 juillet 1953 et, conformément aux dispositions de l'article XXII, des discussions sont en cours au sujet de son renouvellement.

Fonctions et buts généraux : Administrer l'Accord international sur le blé signé à Washington, le 23 mars 1949.

Structure : Le Conseil se réunit au moins une fois pendant chaque moitié de l'année agricole, et à tout autre moment fixé par le Président. Le Comité exécutif fonctionne sous la direction du Conseil. Le Conseil a créé un Comité consultatif des équivalences de prix et un secrétariat. Les membres principaux du bureau sont le Président du Conseil, le Président du Comité exécutif et le Secrétaire du Conseil des Comités.

Ressources financières : Contributions annuelles des Etats importateurs et exportateurs, au prorata du nombre de votes qu'ils détiennent lorsque le budget de l'année agricole est fixé. Le budget de l'année agricole commençant le 1er août 1952 était de 37.000 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Organisation des Nations Unies, la FAO, le Fonds monétaire international, la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce (CI.OIC) et la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA) sont autorisés à se faire représenter au Conseil aux termes de l'Accord sur le blé. Le Conseil maintient une liaison générale avec l'ICC.ICA et la FAO.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

45) GROUPE D'ETUDES INTERNATIONAL DE LA LAINE

Adresse : Ministry of Materials, Horseguards Avenue, Whitehall, Londres, S.W.1,
Royaume-Uni.

Etats membres : Les gouvernements des Etats suivants étaient représentés à la session de novembre 1952 : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Union Sud-Africaine, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé en mars-avril 1947, à Londres, conformément à une recommandation de la Conférence de la laine tenue à Londres en novembre 1946.

Fonctions et buts généraux : Discuter des programmes communs de production, de consommation et de commerce de la laine; procéder aux études que le Groupe jugera utiles sur la situation mondiale de la laine, en ayant en vue particulièrement l'intérêt qui s'attache à la réunion d'éléments d'information suivis et précis concernant l'état de l'offre et de la demande et son évolution probable, en utilisant pour cela les sources existantes dans toute la mesure du possible; envisager les solutions possibles de tous les problèmes ou des difficultés qui peuvent difficilement être résolues par l'évolution normale du commerce mondial de la laine; formuler des recommandations et les transmettre aux gouvernements participants.

Structure : Le Groupe se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire. Entre les sessions plénières du Groupe, les décisions indispensables sont prises par un Comité de direction. Il existe aussi un Comité technique. Les services de secrétariat sont fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Ressources financières : Le Groupe n'a pas besoin de budget.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Relations de travail efficaces avec la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICC.ICA) et avec la FAO.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 M (IX), le Conseil a décidé de ne faire à ce moment aucune recommandation.

46) OFFICE INTERNATIONAL DU VIN

Adresse : 11 Rue Roquépine, Paris 8ème, France.

Pays membres : Algérie, Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

Statut juridique : Créé par un Accord intergouvernemental, conclu le 29 novembre 1924, à l'Exposition internationale de Paris.

Fonctions et buts généraux : Réunir, étudier et publier des renseignements sur le vin; attirer l'attention des pays membres sur les mesures appropriées pour la protection des intérêts des viticulteurs et l'amélioration des conditions sur le marché international des vins; soumettre aux gouvernements toutes propositions visant à : 1) protéger les appellations d'origine des vins, 2) garantir la pureté et l'authenticité des produits, 3) réprimer la fraude et la concurrence déloyale; prendre, compte tenu de la législation de chaque pays, toutes mesures visant à développer le commerce des vins.

Structure : L'Office tient une session une fois par an, en été. Le Président et le Directeur sont les membres principaux du bureau.

Ressources financières : Contributions des pays membres.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : Des dispositions ont été prises en 1948, avec la FAO, en vue de l'échange de renseignements.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 I (IX), le Conseil a pris note avec satisfaction de l'établissement de relations avec la FAO.

47) COMMISSION DES CARAIBES

Adresse : Kent House, Port-of-Spain, Trinité, Antilles anglaises.

Etats membres : Etats-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créée par un accord signé le 30 août 1946 à Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique, et entré en vigueur le 6 août 1948.

Fonctions et buts généraux : La Commission est un organe consultatif qui a pour fonctions d'encourager et de développer la coopération entre les Etats membres et leurs territoires en vue d'améliorer le bien-être économique et social des populations desdits territoires. Elle s'occupe de questions économiques et sociales d'intérêt commun pour la région des Caraïbes et s'intéresse notamment à l'agriculture, aux communications, à l'éducation, aux pêcheries, à la santé, au logement, à l'industrie, à la main-d'oeuvre, aux services sociaux et au commerce.

Structure : La Commission se réunit deux fois par an au moins. Entre les sessions, des décisions peuvent être prises par un Comité permanent de quatre membres. Le Conseil de recherches des Caraïbes agit en tant qu'organe auxiliaire de la Commission, en ce qui concerne les recherches scientifiques, techniques, sociales et économiques. La Conférence des Antilles, autre organe auxiliaire de la Commission, se réunit tous les deux ans. Le secrétariat central, à la tête duquel se trouve le secrétaire général, dessert la Commission et les organes auxiliaires.

Ressources financières : Les Etats membres versent des contributions suivant un barème établi; le budget de 1952 s'élevait à 341.323 dollars.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Accord de 1948 prévoit la collaboration avec les Nations Unies et avec les institutions spécialisées appropriées en ce qui concerne les questions présentant un intérêt commun. Une liaison étroite avec les Nations Unies est maintenue à l'échelon du Secrétariat. Les Nations Unies et certaines institutions spécialisées ont participé aux réunions des organes auxiliaires de la Commission et coopéré avec elle à l'organisation de conférences techniques.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a pris acte avec satisfaction du fait que les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont établi des relations avec la Commission des Caraïbes.

48) COMMISSION DU PACIFIQUE SUD

Adresse : Pentagon, Anse Vata, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

Etats membres : Australie, Etats-Unis, France, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Statut juridique : Créée par un accord intergouvernemental signé à Canberra le 6 février 1947 et qui est entré en vigueur le 29 juillet 1948. Le 7 novembre 1951, a été signé un accord complémentaire qui étend la compétence de la Commission.

Fonctions et buts généraux : La Commission est un organe consultatif qui a pour fonctions d'encourager et de renforcer la collaboration internationale afin de développer le bien-être économique et social des populations des territoires non autonomes de la région du Pacifique Sud qui sont administrés par les gouvernements participants.

Structure : La Commission se compose de douze Commissaires (deux pour chaque Etat participant) et se réunit deux fois par an. Le Conseil de recherches, qui se réunit une fois par an au moins, est un organe consultatif permanent désigné par la Commission; la Conférence du Pacifique Sud est un organe auxiliaire de la Commission, composé de représentants des populations autochtones des territoires qui relèvent de la compétence de la Commission, ou d'institutions intéressées à ces territoires; la Conférence se réunit tous les trois ans. Le secrétariat, dirigé par un secrétaire général et un secrétaire général adjoint, dessert la Commission et ses organes auxiliaires.

Ressources financières : Les dépenses sont réparties entre les gouvernements participants. Le budget de l'année civile 1952 s'est élevé à 168.070 livres sterling.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'Accord de 1947 prévoit que, tout en n'ayant pas de rapports organiques avec l'Organisation des Nations Unies, la Commission coopérera, dans toute la mesure du possible, avec l'Organisation et ses institutions spécialisées. Des contacts officiels ont été établis avec l'Organisation des Nations Unies et avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OACI et l'OMS.

Mesure prise par le Conseil : Par sa résolution 262 H (IX), le Conseil a noté avec satisfaction que les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont établi des relations avec la Commission du Pacifique Sud.

49) CONSEIL DE COOPERATION TECHNIQUE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

Adresse : 262, Secretariat Building, Colombo, Ceylan.

Pays membres : Australie, Birmanie, Cambodge, Canada, Ceylan, Inde, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni, Vietnam. Un fonctionnaire de l'Ambassade des Etats-Unis à Colombo chargé d'assurer la liaison et des observateurs envoyés par l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande ont d'autre part assisté aux réunions du Conseil.

Statut juridique : Créé en application d'une décision du Consultative Committee on Economic Development in South and South-East Asia (Comité consultatif pour le développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est); l'acte constitutif a été signé à Londres en septembre 1950.

Fonctions et buts généraux : Contribuer au développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est par le moyen d'une assistance technique. Aux termes d'un accord intervenu entre les gouvernements participants, l'assistance doit être en principe bilatérale, sans exclure cependant la réalisation de programmes intéressant un plus grand nombre de pays.

Structure : Le Conseil est composé d'un représentant de chacun des gouvernements participants; il est autorisé à admettre à tout moment parmi ses membres d'autres gouvernements qui demandent à participer à la mise en oeuvre du Programme. Il a son siège à Colombo et ses réunions ont lieu soit au siège, soit hors du siège, aussi souvent qu'il est nécessaire. Le Conseil est assisté d'un Bureau for Technical Cooperation (Bureau de la coopération technique) qui a été installé à Colombo. Sous l'autorité du Conseil, le Directeur du Bureau organise l'exécution du Programme de coopération technique.

Ressources financières : Les gouvernements participants ont convenu de fournir, en vue du financement des activités d'assistance technique prévues au Programme, des fonds représentant au maximum 8 millions de livres sterling. Primitivement, le Programme avait été conçu uniquement pour une période de trois ans, de juin 1950 à juin 1953. En avril 1952, le Conseil a décidé d'en prolonger l'effet jusqu'au 30 juin 1957, le maintenant ainsi en vigueur pendant le même laps de temps que le Plan de Colombo pour la coopération en vue du développement économique.

Relations avec les Nations Unies ou les institutions spécialisées : L'acte constitutif signale expressément la nécessité pour le Conseil de coopérer aussi pleinement que possible avec l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations qui fournissent dans la région une assistance technique; d'après cet acte constitutif, le Directeur du Bureau était invité à établir immédiatement une liaison avec les Nations Unies et les institutions spécialisées. Des représentants du BAT ont assisté aux réunions du Conseil et, depuis mars 1952, un fonctionnaire du BAT réside en permanence à Colombo pour assurer une liaison étroite et constante avec le Conseil et le Bureau for Technical Cooperation (Bureau de la coopération technique).

The first of these is the fact that the
 government has been unable to raise
 sufficient funds to meet its
 obligations. This is due to a
 variety of factors, including the
 high cost of borrowing and the
 low level of tax revenue.
 The second factor is the
 government's failure to
 implement effective
 fiscal policies. This has
 led to a situation where
 the government is spending
 more than it is taking in.
 The third factor is the
 government's failure to
 control its expenditures.
 This has led to a situation
 where the government is
 spending more than it is
 taking in.

ANNEXE A

LISTE DES ORGANISATIONS FIGURANT PRECEDEMMENT SUR LA LISTE ET SUPPRIMEES
CONFORMEMENT AUX DECISIONS DU CONSEIL

I. AGRICULTURE, ALIMENTATION, PECHERIES ET SYLVICULTURE

Bureau des statistiques baleinières internationales
(inactif - E/AC.24/SR.38)

Commission internationale des pêcheries (Pacifique Nord-Est)
(deux gouvernements seulement - E/AC.24/SR.39)

Commission internationale des pêcheries de saumon dans le Pacifique
(deux gouvernements seulement - E/AC.24/SR.39)

(Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique - E/1765)*

II. ARTS, SCIENCES ET EDUCATION

Bureau international de l'enseignement technique
(fonctions intégrées à celles de l'OIT - E/AC.24/SR.49)

Office international de chimie
(dissous - E/AC.24/SR.49)

Union internationale pour la protection de la nature
(reconnue comme organisation non gouvernementale - E/AC.24/SR.49)

III. SANTE, HYGIENE ET MEDECINE

Bureau central panaméricain d'eugénique et d'homiculture
(inactif - E/AC.24/SR.49)

IV. DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION SOCIALE

Comité international de coordination pour les mouvements migratoires
européens
(dissous, fonctions reprises par l'OIT - E/AC.24/SR.48)

Commission internationale de police criminelle
(reconnue comme organisation non gouvernementale - E/AC.24/SR.40)

(Commission interaméricaine des femmes - E/AC.24/SR.40)**

* Inscrite à nouveau sur la liste par la suite - E/1999.

** Inscrite à nouveau sur la liste par la suite - E/1765.

V. COMMUNICATIONS ET TRANSPORTS

Service international d'observation et de patrouilles pour les glaces de l'océan Atlantique Nord

(n'est pas une organisation intergouvernementale - E/AC.24/SR.40)

Conférence européenne des horaires

(reconnue comme organisation non gouvernementale - E/1687)

Commission américaine permanente de l'aéronautique

(inactive - E/AC.24/SR.49)

Comité des chemins de fer panaméricains

(dissous - E/1999)

VI. FINANCE, COMMERCE ET PRODUITS DE BASE

Comité mixte de l'étain

(dissous - E/AC.24/SR.49)

Organisation économique sous la direction du Commissaire général britannique pour l'Asie du Sud-Est

(n'est pas une organisation intergouvernementale - E/AC.24/SR.40)

Comité interaméricain du café

(dissous - E/AC.24/SR.40)

Office interaméricain des marques de fabrique

(inactif - E/AC.24/SR.49)

VII. AUTRES ORGANISATIONS

Comité juridique interaméricain

(a été intégré dans l'Organisation des Etats américains - E/AC.24/SR.49)

VIII. ORGANISATIONS CONSIDEREES COMME DEPASSANT LE CADRE DES ETUDES DU CONSEIL
(E/AC.24/SR.40)

Commission de l'Extrême-Orient

(Institut international pour l'unification du droit privé)*

Agence interalliée des réparations

Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre

Commission interaméricaine pour l'administration territoriale

Commission d'experts pour la codification du droit international

Commission permanente de juristes pour l'unification du droit civil et commercial de l'Amérique

Commission permanente de La Havane pour l'étude de la législation comparée et l'unification du droit.

Commission permanente de Montevideo pour la codification du droit international privé

Commission permanente de Rio-de-Janeiro pour la codification du droit international privé.

* Inscrit à nouveau sur la liste par la suite en vertu de la résolution 412(XIII) du Conseil.

ANNEXE B

INDEX ALPHABETIQUE

- Association internationale d'essais de semences (3)
Banque des règlements internationaux (36)
Bureau central de la carte du monde au millionième (16)
Bureau hydrographique international (31)
Bureau international de l'éducation (19)
Bureau international des expositions (37)
Bureau international des poids et mesures (18)
Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées
à l'alimentation de l'homme et des animaux (10)
Comité consultatif international du coton (40)
Comité international de médecine et de pharmacie militaires (21)
Commission centrale pour la navigation du Rhin (32)
Commission des Caraïbes (47)
Commission du Danube (33)
Commission du Pacifique Sud (48)
Commission interaméricaine des femmes (28)
Commission internationale baleinière (12)
Commission internationale de sériciculture (4)
Commission internationale des industries agricoles (1)
Commission internationale du Cap Spartel (34)
Commission internationale pénale et pénitentiaire (24)
Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer
Méditerranée (14)
Conférence internationale pour l'unité technique des chemins de fer (30)
Conseil de coopération technique en Asie du Sud et du Sud-Est (49)
Conseil des pêcheries de l'océan Indien et de l'océan Pacifique (13)
Conseil international du blé (44)
Conseil international du sucre (42)
Conseil international pour l'exploration de la mer (11)
Groupe d'études international de la laine (45)
Groupe d'études international de l'étain (43)
Groupe d'études international du caoutchouc (41)
Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (9)

Institut interaméricain de sciences agricoles (6)
Institut interaméricain d'études indigènes (26)
Institut international américain pour la protection de l'enfance (27)
Institut international du froid (9)
Institut international pour l'unification du droit privé (23)
Institut panaméricain de géographie et d'histoire (17)
Office central des transports internationaux par chemins de fer (29)
Office central international pour le contrôle du commerce des spiritueux en
Afrique (22)
Office interaméricain de la radio (35)
Office international des épizooties (2)
Office international du vin (46)
Offices agricoles du Commonwealth (7)
Organisation européenne pour la protection des végétaux (5)
Organisation sanitaire panaméricaine (20)
Union internationale de secours (25)
Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (30)
Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres
littéraires et artistiques (15)
Union internationale pour la publication des tarifs douaniers (39)